

## SEANCE DU 13 OCTOBRE 2023

### **OBJET : LANCEMENT DE LA CONCERTATION SUR LES ZONES D'ACCELERATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION D'ENERGIES RENOUVELABLES (ZAEEnR).**

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que l'article 15 de la loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables permet aux communes de proposer des Zones d'Accélération pour le développement de la production d'énergies renouvelables (ZAEEnR).

Ces ZAEEnR doivent permettre d'identifier les secteurs susceptibles d'accueillir des équipements de production d'énergie renouvelable (photovoltaïque, méthanisation, éolien, géothermie, etc). Elles ne garantissent pas leur autorisation, ceux-ci devant, dans tous les cas, respecter les dispositions réglementaires applicables en tout état de cause l'instruction des projets reste faite au cas par cas.

Il expose que la loi prévoit que la commune doit librement déterminer les modalités de la concertation avec le public, en précisant que la délibération proposant ces ZAEEnR doit être prise au plus tard le 22 décembre 2023, puis transmise au référent préfectoral à l'instruction des projets de développement des énergies renouvelables et des projets industriels nécessaires à la transition énergétique dans les Pyrénées-Atlantiques.

Compte tenu de ce délai très bref, le Maire propose :

- De mettre à disposition du public les pièces permettant la compréhension du choix de la localisation des zones par EnR et de mettre un registre à disposition du public aux jours et heures d'ouverture de la mairie du mardi au vendredi.
- À l'issue de la concertation, un bilan des contributions sera présenté et des modifications des propositions de zonage pourront être examinées et débattues au sein du Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal, oui l'exposé du Maire et après en avoir largement délibéré :

- ❖ DÉCIDE de fixer les modalités de la concertation avec la population, durant toute la durée de l'élaboration comme suit :
  - Mise à disposition du public d'un registre aux jours et heures d'ouverture de la mairie.

### **OBJET : CENTRE CULTUREL AMBILLE – AUTORISATION DE PROGRAMME 2023-2024.**

Le Maire expose à l'assemblée que l'article L.2311-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les Communes peuvent, pour une opération donnée, voter des autorisations de programme et des crédits de paiement lorsque l'opération a un caractère pluriannuel.

L'autorisation de programme constitue la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement de cette opération. Elle demeure valable, sans limitation de durée, jusqu'à ce qu'il soit procédé à son annulation. Elle peut être révisée.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre de l'autorisation de programme correspondante.

L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée le projet de dans les maisons familiales Ambille, pour lequel les travaux vont démarrer à la fin du mois d'octobre 2023 et vont durer 18 mois. Il rappelle la répartition des dépenses liées à ce

programme et précise que le financement se fera par des subventions de l'Europe (FEDER), de l'Etat (Fonds Vert), de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Nouvelle-Aquitaine (DGD), de la Région Nouvelle-Aquitaine, du Département des Pyrénées-Atlantiques et de l'autofinancement.

Le Conseil Municipal, oui l'exposé du Maire et après en avoir largement délibéré,

- ❖ **DÉCIDE** - de créer une autorisation de programme pour le projet de Centre Culturel Ambille pour un montant maximum de 1 238 574.76 € TTC.
- que les crédits de paiement sont répartis de la manière suivante :

En € TTC	2023	2024	2025	TOTAL
Honoraires, études	83 872.93 €	52 962.17 €	13 402.96 €	150 238.06 €
Travaux	195 884.58 €	636 919 83 €	255 532.29 €	1 088 336.70 €
<b>TOTAL</b>	<b>279 757.51 €</b>	<b>689 882.00 €</b>	<b>268 935.25 €</b>	<b>1 238 574.76 €</b>

**OBJET : MOTION DE SOUTIEN A LA CANDIDATURE COMMUNE DES REGIONS AUVERGNE-RHONE-ALPES ET SUD PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR POUR LES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES D'HIVER 2030.**

La montagne française regroupe un ensemble de communes supports de stations constituant un poumon économique essentiel pour notre pays et faisant du domaine skiable français le premier au monde. Accueillir un événement aussi universel que les Jeux Olympiques et Paralympiques est une chance à la hauteur du rayonnement international de nos stations de montagne.

Les Jeux Olympiques d'hiver de Chamonix en 1924, de Grenoble en 1968, puis les jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver d'Albertville en 1992 ont eu un impact considérable sur nos territoires en renforçant leur attractivité tout en accélérant leur adaptation en particulier en matière d'urbanisme et d'environnement.

La candidature commune des Régions Auvergne-Rhône-alpas et Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur représente une formidable opportunité pour faire rayonner de nouveau la montagne française au-delà de nos frontières et montrer notre savoir-faire et notre professionnalisme en particulier en matière d'organisation de grands événements.

L'Association Nationale des Maires des Stations de Montagne invite l'ensemble des communes supports de stations de montagne françaises à s'associer à ce mouvement pour faire de cette candidature une chance pour la France.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte la motion présentée :

**La Commune d'Arette soutient pleinement la candidature commune des Régions Auvergne-Rhône-Alpes et Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur pour les jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver de 2023 et s'engage avec enthousiasme dans ce projet collectif.**